

SOLIDARITE FEMMES 49
19 RUE Loui GAIN,
49100 ANGERS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**
Exercice clos le 31 décembre 2025



4 rue Fernand Forest
BP 90825
49008 **ANGERS** CEDEX 01
+33 (0)2 41 47 01 10

22 mail Pablo Picasso
44000 **NANTES**
+33 (0)2 40 95 36 79

www.fidaco.com
fidaco@fidaco.com

Société d'expertise comptable inscrite au tableau de l'Ordre Pays de la Loire
Société de commissaires aux comptes Compagnie Régionale Ouest Atlantique
RC ANGERS B 303 526 966 - N° TVA intracommunautaire FR 06 303 526 966
SAS au capital de 173 600 €



SOLIDARITE FEMMES 49

19 rue Louis GAIN,
49100 ANGERS

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 décembre 2025**

A l'Assemblée Générale de SOLIDARITE FEMMES 49,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIDARITE FEMMES 49 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.



JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne :

L'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à l'établissement des comptes de votre association. Nous avons vérifié le caractère approprié de ces méthodes comptables et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ENTITE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son activité, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.



Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Angers, le 28 mai 2026

Pour FIDUCIAIRE AUDIT CONSEIL
Commissaire aux comptes

Jean-Christophe PIERRES
Associé



Annexe au rapport : Description détaillée des responsabilités du Commissaire aux comptes :

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événement ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle

BILAN ACTIF

Exercice clos le 31/12/2025			Exercice 31/12/2024
brut	amort et prov.	net	net

Frais d'établissement

ACTIF IMMOBILISE**IMMOBILISATIONS INCORPORELLES**

Frais de développement
Donations temporaires d'usufruit
Autres immobilisations incorporelles
Immobilis. incorporelles en cours, avances et acomptes

10 156,30	7 917,76	2 238,54	3 519,74
10 156,30	7 917,76	2 238,54	3 519,74

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Terrains
Constructions
Installations techniques, matériel et outillage
Autres immobilisations corporelles
Immobilisations corporelles en cours, avances et acomptes
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

153 428,22		153 428,22	8 000,00
653 712,89	12 431,62	641 281,27	63 224,00
6 074,97	3 771,81	2 303,16	233,84
144 747,61	94 355,20	50 392,41	58 084,05
33 001,20		33 001,20	
990 964,89	110 558,63	880 406,26	129 541,89

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Participations
Créances rattachées à des participations
Autres titres immobilisés
Prêts
Autres immobilisations financières

10 072,53		10 072,53	9 554,53
10 072,53		10 072,53	9 554,53

TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISE

1 011 193,72	118 476,39	892 717,33	142 616,16
---------------------	-------------------	-------------------	-------------------

ACTIF CIRCULANT**STOCKS ET EN-COURS****CREANCES**

Créances clients, usagers et comptes rattachés
Créances reçues par legs ou donations
Autres créances
Charges constatées d'avance

9 012,77		9 012,77	8 895,10
91 701,27		91 701,27	105 542,58
875,45		875,45	7 328,58

DISPONIBILITES ET DIVERS

Valeurs mobilières de placement
Instruments financiers à terme et jetons détenus
Disponibilités

2 514,82		2 514,82	2 514,82
1 021 458,13		1 021 458,13	1 121 420,79

TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT

1 125 562,44		1 125 562,44	1 245 701,87
---------------------	--	---------------------	---------------------

COMPTES DE REGULARISATION

Frais d'émission des emprunts
Primes de remboursement des emprunts
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif

TOTAL GENERAL

2 136 756,16	118 476,39	2 018 279,77	1 388 318,03
---------------------	-------------------	---------------------	---------------------

BILAN PASSIF

Exercice clos le
31/12/2025Exercice clos le
31/12/2024

FONDS PROPRES

FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires	3 149,51	3 149,51
Fonds propres avec droit de reprise		
. Fonds propres statutaires		
. Fonds propres complémentaires	80 000,00	80 000,00
Écarts de réévaluation		
Réserves		
. Réserves statutaires ou contractuelles		
. Réserves pour projet de l'entité	450 617,66	351 941,69
. Autres		
Report à nouveau	(14 007,03)	(26 132,07)
Excédent ou déficit de l'exercice	107 119,60	110 801,01
<i>Situation nette (sous total)</i>	626 879,74	519 760,14
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	125 264,64	138 169,64
Provisions réglementées		
TOTAL DES FONDS PROPRES	752 144,38	657 929,78

FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	437 001,63	507 265,00
TOTAL DES FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS	437 001,63	507 265,00

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	27 500,00	27 500,00
Provisions pour charges	1 449,00	508,00
TOTAL DES PROVISIONS	28 949,00	28 008,00

DETTES

DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires et assimilés		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	240 370,77	36,90
Emprunts et dettes financières diverses	367 124,00	740,00
Instruments financiers à terme		
AUTRES DETTES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	88 257,48	93 807,12
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	104 430,51	100 297,23
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	2,00	234,00
Produits constatés d'avance		
TOTAL DES DETTES	800 184,76	195 115,25

Ecarts de conversion et différences d'évaluation passif		
TOTAL GENERAL	2 018 279,77	1 388 318,03

© ANALYS

COMPTE de RESULTAT et ses DETAILS

COMPTE DE RESULTAT

Exercice clos le
31/12/2025Exercice clos le
31/12/2024

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

PRODUITS D'EXPLOITATION

Cotisations		1 164,00	26 245,10
Ventes de biens et services			
Ventes de biens	(dont ventes de dons en nature :)		
Ventes de prestations de service	(dont parrainages :)	18 923,48	11 045,29
Produits de tiers financeurs			
Concours publics et subventions d'exploitation		1 222 302,65	1 289 907,49
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable			
Ressources liées à la générosité du public			
Dons manuels		31 229,67	7 477,00
Mécénats			
Legs, donations et assurances vie			
Contributions financières		26 000,00	194 540,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			4 905,65
Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles			
Utilisations des fonds dédiés		157 604,66	253 602,00
Autres produits		57 604,56	266,36

TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION

1 514 829,02 1 787 988,89

CHARGES D'EXPLOITATION

Achats de marchandises		1 070,74	1 048,47
Variations des stocks de marchandises			
Autres achats et charges externes		481 837,92	505 105,01
Aides financières			
Impôts, taxes et versements assimilés		39 019,78	35 842,27
Salaires		577 329,01	544 105,75
Cotisations sociales		205 667,86	193 887,44
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		22 003,32	21 906,70
Dotations aux provisions		941,00	355,00
Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées			
Report en fonds dédiés		87 341,29	397 815,00
Autres charges		6 412,70	6 569,24

TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION

1 421 623,62 1 706 634,88

RÉSULTAT D'EXPLOITATION

93 205,40 81 354,01

COMPTE DE RESULTAT

Exercice clos le
31/12/2025Exercice clos le
31/12/2024

RÉSULTAT FINANCIER

PRODUITS FINANCIERS

Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	15 222,95	7 928,42
Reprises sur dépréciations et provisions		
Différences positives de change		
Produits des immobilisations financières cédées		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS

15 222,95

7 928,42

CHARGES FINANCIÈRES

Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	332,75	
Différence négative de change		
Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement et d'instruments de trésorerie		

TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES

332,75

RESULTAT FINANCIER

14 890,20

7 928,42

RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS

108 095,60

89 282,43

RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

PRODUITS EXCEPTIONNELS		22 495,21
CHARGES EXCEPTIONNELLES		387,63
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL		22 107,58

Participation des salariés aux résultats		
Impôts sur les bénéfices	976,00	589,00

TOTAL DES PRODUITS

1 530 051,97

1 818 412,52

TOTAL DES CHARGES

1 422 932,37

1 707 611,51

EXCÉDENT OU DÉFICIT

107 119,60

110 801,01

ÉVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Dons en nature		
Prestations en nature	8 201,64	47 149,34
Bénévolat	13 801,59	11 989,89

TOTAL DES CONTRIBUTIONS

22 003,23

59 139,23

CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Secours en nature	8 201,64	47 149,34
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	13 801,59	11 989,89

TOTAL DES CHARGES

22 003,23

59 139,23

ANNEXE

ANNEXE

Au bilan de l'exercice clos le 31 décembre 2025, dont le total est de 2 018 279,77 Euros et au compte de résultat de l'exercice qui totalise :

En produits : 1 530 051,97 Euros

En charges : 1 422 932,37 Euros

Et dégage un excédent de +107 119,60 Euros

L'exercice a une durée de 12 mois : du 1er janvier 2025 au 31 décembre 2025.

Le schéma suivant a été retenu pour la présentation de ladite annexe :

Sommaire

1. Informations générales	16
2. Evénements significatifs de l'exercice.....	18
2.1. Evénements significatifs de l'exercice.....	18
2.2. Evénements postérieurs de l'exercice	19
3. Principes, règles et méthodes comptables	19
3.1. Principes et méthodes comptables	19
4. Informations sur les postes de l'actif du bilan.....	21
4.1. Immobilisations	21
4.2. Créances	22
5. Informations sur les postes du passif du bilan	22
5.1. Fonds propres (cf. Tableau).....	22
5.2. Fonds reportés et dédiés (cf Tableau)	23
5.3. Provisions pour risques et charges (cf tableau)	23
5.4. Emprunts	23
6. Informations relatives au compte de résultat	24
6.1. Informations relatives aux concours publics et subventions d'exploitations.....	24
6.2. Informations relatives aux contributions volontaires	24
7. Engagements hors bilan et autres informations	24
7.1. Engagement en matière de retraite	24
7.2. Engagements reçus.....	25
7.3. Engagements de crédit bail (cf tableau)	26
7.4. Contributions volontaires en nature	26
8. Tableaux annexes.....	26

1. Informations générales

➤ Objet social

L'Association "SOLIDARITE FEMMES 49 " a pour but de lutter contre toutes les violences faites aux femmes et d'agir pour la dignité des femmes. Cette mission d'intérêt général est réglementée par les articles L .345-1 à L.345-4 du Code de l'action sociale et des familles.

L'association adhère à la charte de la Fédération Nationale Solidarité Femmes.

Les agréments et les conventionnements de l'association SOLIDARITE FEMMES 49 :

- L'association Solidarité Femmes 49 est agréée pour une période de 5 ans à compter du 11 juin 2022, en tant qu'association d'aide aux victimes.
- Le statut de C.H.R.S, centre d'hébergement et de réinsertion sociale depuis 1995 renouvelé en 2017 pour 15 ans,
- L'agrément ISFT (Ingénierie Sociale, Financière et Technique) confère des missions de conseil, d'appui et d'expertise dans le cadre de l'accompagnement social des personnes pour favoriser leur accès ou leur maintien dans le logement et l'assistance des requérants dans les procédures du droit au logement opposable devant les commissions de médiation ou les tribunaux administratifs. Une demande de renouvellement a été effectuée en septembre 2025 auprès des services de la DDETS 49 ainsi qu'une première demande d'agrément ILGS (intermédiation locative et de gestion sociale) relative aux dispositifs d'intermédiation locative.

Les missions et principaux objectifs détaillés dans le projet Associatif ont pour but :

- Aider et assister matériellement et moralement, médicalement et juridiquement les femmes subissant des violences, particulièrement des violences conjugales, ainsi que leurs enfants,
- Leur donner la possibilité d'être écoutées, aidées et conseillées dans leurs démarches,
- Accompagner les femmes vers un retour au droit commun,
- Accueillir et éventuellement héberger ces femmes.

➤ **Nature et périmètre des activités**

La mission de l'association repose sur le principe de l'accueil inconditionnel des femmes et des enfants avec pour objectif l'autonomie et l'insertion sociale. Un travail de déconstruction du processus des violences conjugales est engagé avec les femmes et les enfants accompagnés. L'association intervient sur l'ensemble du département de Maine et Loire.

1. Hébergement et logement

- Douze places d'hébergement d'urgence pour mettre en sécurité les femmes victimes de violences conjugales en CHRS,
- Dix sept places d'hébergement d'insertion pour permettre aux femmes de vivre dans un espace sécurisé pendant plusieurs mois en CHRS,
- Trente trois places d'hébergement d'urgence hors CHRS dont :
 - 15 places d'hébergement d'urgence hors CHRS dont 3 places à Saumur
 - Dix huit places d'hébergement d'urgence via un appel à projet régional dont un logement à Cholet
- Un dispositif de mise à l'abri en urgence via un Dispositif hôtelier (mise à l'abri des femmes en danger grave et imminent)
- Deux logements en Inter médiation locative dont un à Segré, soit cinq places

2 – Lieu d'écoute, d'accueil et d'orientation

- Accueil de jour
- Permanence téléphonique (ligne d'écoute et lieu d'informations)
- Accompagnement des femmes non hébergées sur Angers et tout le département de Maine et Loire,
- Equipe mobile sur l'ensemble du département en lien avec les partenaires hébergeurs
- Travail d'observatoire et veille sociale.

3- Pôle Enfants

- Accompagnement spécifique des enfants hébergés

4- Pôle prévention-formation

- Actions de prévention, formation et sensibilisation,
- Travail d'observatoire et veille sociale,
- Point itinérant d'écoute.

➤ **Moyens mis en œuvre**

Ses missions sont exercées par :

- des professionnels salariés (assistantes sociales, éducatrices spécialisées, conseillères en économie sociale et familiale, psychologue, ...) en collaboration étroite avec les services de l'état (Direction Départementale de l'emploi du travail et des solidarités, déléguée aux droits des femmes et les services du Préfet de Maine-et-Loire, le service intégré d'accueil et d'orientation, les collectivités territoriales et les opérateurs sociaux du département (Caisse d'allocations Familiales, Département du Maine-et-Loire..)
- Des bénévoles d'activité.

La gestion courante et la gouvernance sont assurées par les membres du bureau, des bénévoles, le Directeur et les membres de la Direction selon les orientations déterminées par le Conseil d'administration de l'Association.

2. Evénements significatifs de l'exercice

2.1. Evénements significatifs de l'exercice

En 2025, l'organisation est marquée par un changement de Direction. L'équipe a également continué à se renouveler : de nouvelles compétences pluridisciplinaires permettent d'assurer la continuité des missions d'accueil, d'écoute et d'hébergement pour les femmes et les enfants victimes de violences au sein du couple.

L'année 2025 a permis de conforter les dispositifs d'accompagnement précédemment initiés et de renforcer les dispositifs d'aller vers :

-62 places d'hébergement dont 29 places CHRS Urgence et Insertion, 15 places HU Autres et 18 places dans le cadre d'un AAP

-un dispositif de mise à l'abri en urgence avec 20 à 25 femmes/familles accompagnées au quotidien

-deux mesures dans le cadre de l'intermédiation locative dont un nouveau logement capté à Angers

-une équipe mobile qui intervient auprès des femmes hébergées chez les partenaires et un accompagnement hors-les-murs de femmes insérées dans leur logement

-un dispositif emploi pour renforcer l'orientation du public vers les structures d'insertion par le travail

- des permanences d'écoute, physique ou téléphonique, individuelle ou collective proposées sur l'ensemble du département
- un accueil de jour sur site et hors-les-murs pour les activités liées à l'animation sociale
- un dispositif justice en lien avec les tribunaux judiciaires d'Angers et de Saumur
- un dispositif de prévention avec son van itinérant pour rencontrer tous les publics

La collaboration étroite et de confiance avec les services de l'État, notamment la Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DDETS) et la Direction Départementale aux Droits des Femmes et à l'Égalité (DDFE), a permis d'envisager sereinement l'exercice des missions dédiées au public.

2025 constitue la 3^{ème} année du contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) pour la période 2023-2027. Les 19 actions réparties sur les cinq pôles permettent aujourd'hui de poursuivre l'investissement de l'association sur l'ensemble du département.

Enfin, grâce au concours financier de nombreux partenaires publics et privés (CAF, ville d'Angers, Crédit Mutuel, Fondation de France...) l'association a fait l'acquisition de nouveaux locaux pour permettre un accueil plus confortable des femmes et des enfants ainsi que pour garantir des conditions de travail plus satisfaisantes pour l'ensemble des salariées et des bénévoles de l'association.

2.2. Événements postérieurs de l'exercice

L'association déménage dans ses nouveaux locaux à partir du 15 avril 2026.

3. Principes, règles et méthodes comptables

3.1. Principes et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité d'exploitation,
- indépendance des exercices,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception du changement de méthode précisé ci-après,

et en conformité aux règles d'établissement et de présentation des comptes annuels prévues par les règlements comptables à portée durable.

Il est fait application du règlement ANC n°2014-03 et des règlements ultérieurs relatifs au plan comptable général et des dispositions particulières suivantes :

- le règlement ANC N° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- le règlement ANC N°2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des Etablissements et Services Sociaux et Médico-sociaux (ESSMS),
- le règlement ANC N°2022-06 applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.
- le code de l'action sociale et des familles (Casf), pour les provisions réglementées constatées dans les établissements relevant de l'article L.312-1 du Casf
- et de l'arrêté du 15 décembre 2020 relatif au plan comptable des ESSMS.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthode comptable :

Par dérogation au principe de permanence des méthodes, les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables et dans le respect des dispositions du Plan Comptable Général tel que modifié par le règlement ANC N°2022-06 dans sa version consolidée au 1^{er} janvier 2025.

Conformément à ce règlement relatif à la modernisation des états financiers (homologué par arrêté du 26 décembre 2023, publié au journal officiel du 30 décembre 2023) l'association applique pour la première fois ce texte ouvert au 1^{er} janvier 2025 qui modifie le PCG et introduit notamment une nouvelle définition du résultat exceptionnel, la suppression de la technique des transferts de charges et de nouveaux modèles de bilan, compte de résultat et tableaux d'annexe.

Cette première application constitue un changement de réglementation comptable. Son application est prospective ; les comparatifs N-1 sont reclassés pour refléter les nouveaux modèles. Ces reclassements sont sans effet sur le résultat et les capitaux propres n-1.

Conformément aux articles 831-2 et 831-3 du PCG, l'impact de ce changement de réglementation sur les principaux postes affectés est décrit ci-après :

○ Compte de résultat

- Suppression de la technique du transfert de charges.

Les remboursements des frais de formation, les participations aux frais de déplacements et d'hébergement versés notamment par la fédération sont comptabilisés en autres produits (758). Les remboursements de salaires par l'organisme de formation et les indemnités versées par la prévoyance en cas d'arrêt maladie sont inscrits dans les comptes 649.

- Nouvelle définition du résultat exceptionnel

Selon l'article 513-5 nouveau du PCG, sont comptabilisés en résultat exceptionnel les produits et les charges directement liés à un événement majeur et inhabituel. Il n'y a pas eu en 2025 de produits et charges de cette nature.

Les modifications suivantes sont intervenues sur ces comptes antérieurement comptabilisés en résultat exceptionnel :

Les comptes de dons sont désormais comptabilisés en 754, les produits sur exercices antérieurs en 758 et la quote part de subvention virée au compte de résultat en compte n° 747.

- Les comptes de participation des usagers ont été modifiés. Ces participations sont comptabilisées en autres produits.

○ Compte de bilan

- Les charges constatées d'avance sont intégrées à l'actif circulant et non plus dans les comptes de régularisation.
- Les produits constatés d'avance sont intégrés dans les autres dettes et non plus dans les comptes de régularisation.

4. Informations sur les postes de l'actif du bilan

4.1. Immobilisations

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine, évaluée au coût d'acquisition pour les biens achetés et au coût de production pour les biens produits. (cf. Tableau).

L'amortissement représente désormais, conformément au règlement ANC N°2016-07, la répartition du montant amortissable d'un actif en fonction de son utilisation. (cf. Tableau).

Par mesure de simplification, les biens non décomposables sont amortis sur les durées d'usage qui sont généralement de :

4.2. Créances

Les créances ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances, ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

5. Informations sur les postes du passif du bilan

5.1. Fonds propres (cf. Tableau)

Les fonds propres regroupent les ressources mises à disposition de l'entité de façon définitive ou conditionnelle et certaines ressources ayant un caractère durable.

Pour mémoire, les fonds propres avec droit de reprise ont pour origine la donation le 14 décembre 2021 d'un appartement sis à Saumur (Maine et Loire). « La présente donation est faite à la condition que les biens donnés soient maintenus à usage d'habitation dans le respect de l'objet social de l'association et non à usage de bureaux. » A ce titre, la donation stipule une action révocatoire.

Le report à nouveau au 31 décembre 2025 est constitué du résultat de la gestion contrôlée 2024 en instance d'affectation par les autorités de tarification (Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités) soit un total de + 17 213,37 €.

	TOTAL RESULTAT 2024	GESTION PROPRE Activités Accueil et autres	GESTION CONVENTIONNEE CHRS
TOTAL DES PRODUITS	1 818 412,52	1 354 476,27	463 936,25
TOTAL DES CHARGES	1 707 611,51	1 260 888,63	446 722,88
RESULTAT	+110 801,01	+93 587,64	+17 213,37
REPRISE RESULTAT ANTERIEUR			
RESULTAT EFFECTIF	+110 801,01	+ 93 587,64	+ 17 213,37

Le résultat 2025 se décompose comme suit :

	TOTAL RESULTAT 2025	GESTION PROPRE	GESTION CONVENTIONNEE
		Activités Accueil et autres	CHRS
TOTAL DES PRODUITS	1 530 051,97	1 093 811,46	436 240,51
TOTAL DES CHARGES	1 422 932,37	1 012 197,73	410 734,64
RESULTAT	107 119,60	81 613,73	25 505,87
REPRISE RESULTAT ANTERIEUR			
RESULTAT EFFECTIF	107 119,60	81 613,73	25 505,87

Le financement 2025 versé par l'autorité de tarification de la gestion contrôlée n'a pas été ajusté par des résultats antérieurs. Le résultat effectif de l'association est en conséquence identique au résultat comptable.

5.2. Fonds reportés et dédiés (cf Tableau)

5.3. Provisions pour risques et charges (cf tableau)

La provision pour risques concerne un litige toujours en cours au 31 décembre 2025.

5.4. Emprunts

Deux emprunts ont été souscrits pour l'acquisition des locaux le 19 décembre 2025 :

ETAT DES EMPRUNTS ET FRAIS FINANCIERS au 31/12/2025

Organisme prêteur	Date de souscription	Durée (années)	Taux %	Capital emprunté	Dette en fin d'exercice		Capital remboursé en 2025	Montant des intérêts payés dans l'année 2025
					Capital restant dû	Capital et intérêts		
Crédit mutuel	17/12/2025	15 ans	3,49%	240 000	240 000	327 365	0	0
Caisse d'allocations familiales	14/11/2024	10 ans	0,00%	365 453	365 453	365 453	0	0
TOTAL				605 453	605 453	692 818	0	0

6. Informations relatives au compte de résultat

6.1. Informations relatives aux concours publics et subventions d'exploitations

Les subventions reçues par l'Association sont principalement versées par l'Etat.

REPARTITION DES CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

Nature/Origine	Union Européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'Allocations Familiales	Autres	TOTAL
Concours publics	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Subvention d'exploitation	- €	1 081 793,65 €	65 004,00 €	40 000,00 €	22 600,00 €	1 209 397,65 €
Subvention d'investissement	- €	- €	- €	- €	- €	- €
TOTAL	- €	1 081 793,65 €	65 004,00 €	40 000,00 €	22 600,00 €	1 209 397,65 €

6.2. Informations relatives aux contributions volontaires

Bénévolat

En 2025, dix huit membres de l'association ont réalisé un don pour un montant de 13 802 €.

Abandon de frais par les bénévoles

En 2025, par application du règlement ANC n° 2018-06 les frais de déplacements sont comptabilisés en compte de charges (n° 625) et l'abandon desdits frais par les bénévoles en produits d'exploitation (N° 75412)

7. Engagements hors bilan et autres informations

7.1. Engagement en matière de retraite

La provision constituée pour les indemnités de départ du personnel à la retraite a été calculée compte tenu des hypothèses suivantes :

- ☞ La population concernée est un effectif de 15 personnes (Contrat à durée indéterminée)
- ☞ Convention collective retenue : centre d'hébergement et de réadaptation sociale
- ☞ Paramètres économiques :

- Augmentation annuelle des salaires : 3%

- Taux actualisation et de revalorisation du fonds : 3.96% (3.38% en 2024)

☞ Paramètres sociaux :

- Age de départ à la retraite moyen : 65 ans.
- Taux de départ 31% (24% en 2024)
- Taux de charges sociales patronales : 50% pour les non-cadres et 55% pour les cadres (y compris charges fiscales)

Considérant que les départs interviennent à l'initiative du salarié.

☞ Paramètres techniques :

- Année du calcul : 2025
- Table de mortalité réglementaire publiée par INSEE 2019-2021
- Méthode rétrospective
- Plan de financement retenant tous les salariés

Au final, il en résulte une dette actuarielle qui mesure l'engagement actualisé de l'association rapporté à l'ancienneté acquise (ancienneté acquise/ancienneté totale) de 15 €.

7.2. Engagements reçus

La commission d'action sociale de la caisse d'allocations familiales (CAF) en sa séance du 14 novembre 2024 a accordé, à l'association solidarité femmes 49, un prêt de trois cent soixante cinq mille quatre cent cinquante trois euros (365 453 €) sans intérêt remboursable en 10 annuités.

Une convention d'aide financière en définit les conditions notamment :

- Les aides financières de la CAF (subvention et prêt) sont exclusivement destinées à couvrir les dépenses liées à l'achat et à la réhabilitation des locaux,
- Le remboursement du prêt sans intérêt, est remboursable en 10 annuités à partir de l'année suivant la mise en paiement de la totalité du prêt,
- Le montant versé par la CAF ne peut excéder 80% du coût réel du projet.
- Le montant définitif des aides de la CAF sera arrêté au vu des dépenses réellement engagées et dans la limite ci-dessus définie (80% du coût réel,

- Le bénéficiaire s'engage à ne pas modifier la destination sociale de l'équipement ; à défaut les fonds devront être reversés dans leur intégralité.
- Le bénéficiaire s'engage dans le cadre de cette aide à mentionner le concours financier de la CAF dans sa communication interne et externe,

7.3. Engagements de crédit bail (cf tableau)

Deux nouveaux véhicules sont utilisés par l'Association et leur financement est assuré par crédit bail.

7.4. Contributions volontaires en nature

La ville d'Angers met à disposition de l'association une place de stationnement pour un van suivant convention de 3 ans, couvrant la période du 12 août 2025 au 11 août 2028.

8. Tableaux annexes

- ☞ Tableau des immobilisations
- ☞ Tableau des amortissements
- ☞ Etat des échéances des créances
- ☞ Tableau de la variation des fonds propres
- ☞ Tableau des fonds dédiés
- ☞ Tableau des provisions
- ☞ Etat des échéances des dettes
- ☞ Dettes garanties par des sûretés réelles
- ☞ Engagements de crédit bail
- ☞ Honoraires du commissaire aux comptes
- ☞ Effectif

Tableau des immobilisations

Article 832-1

MOUVEMENTS	SITUATIONS ET	Montant brut à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant brut à la clôture de l'exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement et de développement				
	Autres Immobilisations incorporelles	10 156			10 156
	Total des immobilisations incorporelles	10 156			10 156
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains	8 000	145 428		153 428
	Constructions	72 000	581 713		653 713
	Inst. techn. matériel et outill. industriels	5 683	2 448	2 056	6 075
	Inst. générales, agenc. et aménag. divers	5 773	5 375		11 147
	Matériel de transport	76 939			76 939
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	53 739	3 622	700	56 661
	Autres immobilisations corporelles		33 001		33 001
	Total des immobilisations corporelles	222 134	771 586	2 756	990 965
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
	Participations et créances rattachées				
	Autres immobilisations financières	9 555	518		10 073
	Total des immobilisations financières	9 555	518		10 073
	TOTAL GENERAL	241 845	772 104	2 756	1 011 194

1. Développement de la colonne « Augmentations » du tableau présenté à l'article 832-1

Article 832-2

Augmentations de l'exercice	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
	Frais d'établissement et de développement				
	Autres Immobilisations incorporelles				
	Total des immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
	Terrains		145 428		
	Constructions		581 713		
	Inst. techn. matériel et outill. industriels		2 448		
	Inst. générales, agenc. et aménag. divers		5 375		
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau et informatique, mobilier		3 622		
	Autres immobilisations corporelles		33 001		
	Total des immobilisations corporelles		771 586		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
	Participations et créances rattachées				
	Autres immobilisations financières		518		
	Total des immobilisations financières		518		
	TOTAL GENERAL		772 104		

2. Développement de la colonne « Diminutions » du tableau présenté à l'article 832-1

Article 832-2

Diminutions de l'exercice	Virements		Sortie		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mise hors service
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Autres Immobilisations incorporelles					
Total des immobilisations incorporelles					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions					
Inst. techn. matériel et outil. industriels					2 056
Inst. générales, agenc. et aménag. divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier					700
Autres immobilisations corporelles					
Total des immobilisations corporelles					2 756
IMMOBILISATIONS FINANCIERES					
Participations et créances rattachées					
Autres immobilisations financières					
Total des immobilisations financières					
TOTAL GENERAL					2 756

Tableau des amortissements

Article 832-1

SITUATIONS ET MOUVEMENTS	Mode et Durée d'amortissement	Amortissements cumulés à l'ouverture de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions	Amortissements cumulés à la clôture de l'exercice
RUBRIQUES					
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES					
Frais d'établissement et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	Lin 1 à 3 ans	6 637	1 281		7 918
Total des immobilisations incorporelles		6 637	1 281		7 918
IMMOBILISATIONS CORPORELLES					
Terrains					
Constructions	Lin 25 ans	8 776	3 656		12 432
Installation technique, matériel et outillage industriel	Lin 3 à 10 ans	5 449	379	2 056	3 772
Installations générales, agenc. et aménag. divers	Lin 6 à 10 ans	2 374	905		3 279
Matériel de transport	Lin 5 ans	27 902	12 959		40 860
Matériel de bureau et informatique, mobilier	Lin 2 à 10 ans	48 091	2 825	700	50 216
Emballages récupérables et divers					
Total des immobilisations corporelles		92 592	20 722	2 756	110 559
TOTAL GENERAL		99 229	22 003	2 756	118 476

1. Développement de la colonne « Augmentations » du tableau présenté à l'article 832-1

Article 832-2

Ventilation des dotations	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode Diminutions	Dotations exceptionnelles
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		1 281		
Total des immobilisations incorporelles		1 281		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions		3 656		
Installation technique, matériel et outillage industriel		379		
Installations générales, agenc. et aménag. divers		905		
Matériel de transport		12 959		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		2 825		
Emballages récupérables et divers				
Total des immobilisations corporelles		20 722		
TOTAL GENERAL		22 003		

2. Développement de la colonne « Diminutions » du tableau présenté à l'article 832-1

Article 832-2

Ventilation des diminutions	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles			
Total des immobilisations incorporelles			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains			
Constructions			
Installation technique, matériel et outillage industriel			2 056
Installations générales, agenc. et aménag. divers			
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier			700
Emballages récupérables et divers			
Total des immobilisations corporelles			2 756
TOTAL GENERAL			2 756

Etat des échéances des créances à la clôture de l'exercice

Article 832-9

Créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	10 072,53	2 000,00	8 072,53
Créances de l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	9 012,77	9 012,77	
Autres créances clients			
Personnel et comptes rattachés	710,54	710,54	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	65 850,00	65 850,00	
Etat et autres collectivités publiques			
Groupe et associés	25 140,73	25 140,73	
Autres créances	875,45	875,45	
Charges constatées d'avance			
TOTAL DES CREANCES	111 662,02	103 589,49	8 072,53

TABLEAU DE LA VARIATION DES FONDS PROPRES -ANNEE 2025

N° COMPTE	VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
N° 10240000	Fonds dotation sans droit reprise	1 015,22				1 015,22
N° 10242000	Réserve renouvellement matériel	2 134,29				2 134,29
	FONDS PROPRES SANS DROIT REPRISE (A)	3 149,51	0,00	0,00	0,00	3 149,51
N° 1034000	Fonds propres avec droit de reprise	80 000,00				80 000,00
	FONDS PROPRES AVEC DROIT DE REPRISE (B)	80 000,00	0,00	0,00	0,00	80 000,00
N° 10685220	Réserve investissement CHRS	7 993,51				7 993,51
N° 10685223	Réserve investissement URGENCE	5 000,00				5 000,00
N° 10685520	Réserve de trésorerie INSERTION	17 935,70				17 935,70
N° 10685620	Réserves compensation déficit CHRS	26 785,25				26 785,25
N° 10685626	Réserves compensation déficit avant 2016	38 674,07				38 674,07
N° 10685627	Réserves compensation déficit autres	128 689,39	82 556,34			211 245,73
N° 10688000	Autres réserves : Activités accueil et autres	111 633,44	11 031,30			122 664,74
N° 10688100	Réserves formation	9 083,02				9 083,02
N° 10688500	Autres réserves : CHRS (mesures non reconductibles)	6 147,31				6 147,31
N° 10688600	Autres réserves : CHRS		5 088,33			5 088,33
						0,00
	RESERVES (C)	351 941,69	98 675,97	0,00	0,00	450 617,66
N° 1141000	Dépenses refusées par autorité tarification	-31 220,40				-31 220,40
N° 11501200	Résultat N-1 en instance d'affectation		17 213,37		0,00	17 213,37
N° 11590250	Résultat N-2 en instance d'affectation	5 088,33	-5 088,33	0,00		0,00
	REPORT A NOUVEAU SOUS GESTION CONTROLEE (D)	-26 132,07	12 125,04	0,00	0,00	-14 007,03
N° 12000000	RESULTAT 2024 (E)	110 801,01	-110 801,01	0,00		0,00
N° 12000000	RESULTAT 2025 (E)			107 119,60		107 119,60
N° 1310000	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT (F)	138 169,64			-12 905,00	125 264,64
	FONDS PROPRES (A à F)	657 929,78	0,00	107 119,60	-12 905,00	752 144,38

TABLEAU DE LA VARIATION DES FONDS DEDIES - 2025

Variation des fonds dédiés issue de	2025						
	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice 2025	
			Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation							
CHRS - INSERTION cnr 2023	1 250,00 €					1 250,00 €	1 250,00 €
CHRS - URGENCE cnr 2023	1 250,00 €					1 250,00 €	1 250,00 €
DDETS 2024 - Programme budgétaire 177 - hébergement 18-24 ans	20 000,00 €		11 025,00 €			8 975,00 €	- €
DDETS 2024 - Programme budgétaire 177 - CIP complémentaire	22 975,00 €		22 975,00 €			- €	- €
DDETS 2024 - Programme budgétaire 177 - EQUIPE MOBILE	29 000,00 €		20 000,00 €			9 000,00 €	- €
DDETS 2024 - Programme budgétaire 177 - CIP	45 000,00 €					45 000,00 €	- €
DDETS 2024 - Programme budgétaire 177 - HOTEL	45 000,00 €		40 000,00 €			5 000,00 €	- €
DRDFE 2024 - PIE	28 300,00 €					28 300,00 €	- €
2024 - arrêté - précarité menstruelle	5 000,00 €					5 000,00 €	- €
CHRS - INSERTION cnr 2024	1 241,38 €					1 241,38 €	- €
CHRS - URGENCE cnr 2024	1 758,62 €					1 758,62 €	- €
DDETS 2025 - Programme budgétaire 177 -AAP	- €	20 000,00 €				20 000,00 €	- €
DDETS 2025 - Programme budgétaire 177 - HOTEL	- €	12 000,00 €				12 000,00 €	- €
DDETS 2025 - Programme budgétaire 177 - EQUIPE MOBILE	- €	10 000,00 €				10 000,00 €	- €
DRDFE 2025 - PIE	- €	15 000,00 €				15 000,00 €	- €
DRDFE 2025 - LEAO/ADJ	- €	20 000,00 €				20 000,00 €	- €
CHRS - INSERTION cnr 2025 éval ext.	- €	1 465,52 €				1 465,52 €	- €
CHRS - URGENCE cnr 2025 éval ext.	- €	1 034,48 €				1 034,48 €	- €
CHRS - INSERTION cnr 2025 transition écologique	- €	4 596,62 €				4 596,62 €	- €
CHRS - URGENCE cnr 2025 transition écologique	- €	3 244,67 €				3 244,67 €	- €
Total fonds issus de subventions	200 775,00 €	87 341,29 €	94 000,00 €	- €	- €	194 116,29 €	2 500,00 €
Contributions financières d'autres organismes							
Fondation Entreprise Kering et YSL 2021 - convention partenariat - pérennisation du poste "enfant et parentalité" et du poste de psychologue	46 950,00 €					46 950,00 €	46 950,00 €
Fondation Entreprise Kering et YSL 2022 - avenant convention partenariat - pérennisation du poste "enfant et parentalité" et du poste de psychologue	60 000,00 €					60 000,00 €	60 000,00 €
Fondation Entreprise Kering et YSL 2024 - avenant convention partenariat - pérennisation du poste "enfant et parentalité" et du poste de psychologue	54 540,00 €		34 450,00 €			20 090,00 €	- €
Fondation Entreprise Kering et YSL 2024 - convention partenariat - aménagement lieu accueil	140 000,00 €		28 149,33 €			111 850,67 €	- €
Total fonds issus de contributions financières	301 490,00 €	- €	62 599,33 €	- €	- €	238 890,67 €	106 950,00 €
Dons							
Don CM Avenir 2024 - projet immobilier	5 000,00 €		1 005,33 €			3 994,67 €	- €
Total fonds issus de dons	5 000,00 €	- €	1 005,33 €	- €	- €	3 994,67 €	- €
Total fonds dédiés	507 265,00 €	87 341,29 €	157 604,66 €	- €	- €	437 001,63 €	109 450,00 €

Tableau des provisions

Article 832-13

Rubriques	Montant au 01/01/2025	Augmentations : Dotations de l'exercice	Diminutions : Reprises de l'exercice		Montant au 31/12/2025
			Utilisées	Non-utilisées	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES					
Pour litiges	27 500,00				27 500,00
Pour garanties données aux clients					
Pour pertes sur marchés à terme					
Pour amendes et pénalités					
Pour pertes de change					
Pour pensions et obligations similaires					
Pour impôts	508,00	1 449,00	508,00		1 449,00
Pour renouvellement des immobilisations					
Pour grosses réparations					
Pour charges soc. et fisc./congrés à payer					
Autres provisions pour risques et charges					
Total	28 008,00	1 449,00	508,00		28 949,00

Etat des échéances des dettes

Article 832-15

ETAT DES DETTES	Montant brut au 31/12/2025	A 1 an au plus	A plus d'un an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit				
- à 1 an maximum à l'origine	370,77	370,77		
- à plus d'1 an à l'origine	240 000,00	6 121,29	34 020,89	199 857,82
Emprunts et dettes financ. divers	367 124,00	38 216,30	182 726,50	146 181,20
Fournisseurs et comptes rattachés	88 257,48	88 257,48		
Personnel et comptes rattachés	45 584,00	45 584,00		
Sécurité sociale et autres organ. sociaux	50 976,51	50 976,51		
Etat et autres collectivités publiques				
- impôts sur les bénéfices	976,00	976,00		
- taxe sur la valeur ajoutée				
- obligations cautionnées				
- autres impôts, taxes et assimilés	6 894,00	6 894,00		
Dettes sur immobilisations cptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	2,00	2,00		
Dette représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES	800 184,76	237 398,35	216 747,39	346 039,02

Dettes garanties par des suretés réelles

Article 832-16

DETTE FIGURANT AU BILAN	Montant	Montant garanti
. Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
. Emprunts et dettes financières diverses	240 000,00	
Emprunt crédit mutuel		240 000,00
Hypothèque légale spéciale de prêteur de deniers		
TOTAL	240 000,00	

Engagements de crédit-bail

Article 836-3

Contrats de crédit-bail	Montant des redevances restant à payer à la clôture de l'exercice	Prix d'achat résiduel
Contrat crédit bail véhicule n°1		6 923
Contrat crédit bail véhicule n° 2	6 740	9 132
Contrat crédit bail véhicule n°3	11 636	8 171
Total	18 376	24 226

Engagements de crédit-bail

Article 836-4

	Terrains	Constructions	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur à la signature du contrat				38 938	38 938
Coût d'entrée de l'actif				24 226	24 226
Dotations aux amortissements théoriques					
. Cumuls exercices antérieurs					
. Dotations de l'exercice					
. Cumulées					
Valeur nette				24 226	24 226
Redevances payées					
. Cumuls exercices antérieurs					
. Exercice				3 227	3 227
. Cumulées				3 227	3 227
Redevances restant à payer					
. à moins d'un an				5 825	5 825
. de un à cinq ans				12 552	12 552
. à plus de cinq ans					
Total				18 376	18 376
Prix d'achat résiduel					
. à un an au plus				6 923	6 923
. à plus d'un an et cinq ans au plus				17 303	17 303
. à plus de cinq ans					
Total				24 226	24 226

Article 832-20

1. Honoraires des commissaires aux comptes certifiant les comptes

Commissaire aux comptes 1	Commissaire aux comptes 2
---------------------------	---------------------------

Honoraires afférents à la certification des comptes
Honoraires afférents à la certification des informations en matière de durabilité (*)
Honoraires afférents aux services autres que la certification des comptes et la certification des informations en matière de durabilité

6 193

Total**6 193**

(*) pour les missions prévues au II de l'article L.821-54 du code de commerce

Article 837-1 et 837-2

Informations relatives à l'effectif employé

CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE	Personnel Salarie	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres et professions intellectuelles supérieures	3	
Professions intermédiaires		
Employés	14	
Ouvriers		
TOTAL DE L'EFFECTIF MOYEN	16	